



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Mars 2003

Volume 2, Numéro 3

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations Sur L'Agriculture : La Nouvelle Mouture
De La Proposition De Négociation De Harbinson Ne
Présage Pas Le Respect Du Délai De Référence Du 31
Mars _____ 1

Le Conseil Des Services Approuve Les Modalités De
Libéralisation Autonome _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 6

Le Conseil Des ADPIC Se Penche Sur Les Questions
Liées Au Transfert De Technologies Et Aux Indications
Géographiques _____ 6

Cinquième Conférence Ministérielle De L'OMC A
Cancun Au Mexique : Le Processus D'Accréditation Est
En Marche _____ 7

SUR LE FIL _____ 8

UE/ACP : La Ratification, L'Entrée En Vigueur Et La
Mise En Oeuvre De L'Accord De Cotonou Au Menu Du
Comité Ministériel Commercial ACP _____ 8

La France Prend Position Pour Une Elimination Des
Subventions A L'Exportation Et Une Meilleure
Intégration De L'Afrique Au Système Commercial
Multilatéral _____ 9

Développement Durable: Les Pays De La CENSAD
S'Attaquent A La Désertification Pour Une
Régénérescence De L'Agriculture Des Pays De La Sous-
région _____ 11

EVENEMENTS _____ 11

PUBLICATIONS _____ 13

LIGNE DE FOND

Négociations Sur L'Agriculture : La Nouvelle Mouture De La Proposition De Négociation De Harbinson Ne Présage Pas Le Respect Du Délai De Référence Du 31 Mars

Stuart Harbinson, président du groupe de négociation sur l'agriculture de l'OMC, a présenté mardi 18 mars à Genève un projet remanié (TN/AG/W/1/Rev.1) qui, de son propre aveu, comporte peu de changement par rapport à son premier texte présenté le mois dernier (http://www.ictsd.org/pass_synthese/03-02/story1.htm) et qui avait été rejeté par la plupart des Membres. M. Harbinson a précisé qu'il fallait considérer son projet remanié "comme une révision initiale et limitée de certains éléments du premier". Il a expliqué qu'il n'avait pas pu aller plus loin car les "suggestions" émises par les Membres de l'OMC sont restées "très éloignées" les unes des autres.

Rappelons que selon le programme de travail convenu à Doha, les Membres doivent finaliser les modalités de négociation - énonçant la portée des négociations, la méthodologie à suivre durant le processus effectif, et les résultats définitifs attendus - d'ici le 31 mars de 2003.

Le projet Harbinson 2 est largement similaire au premier projet et continue à susciter des remous au niveau des Membres.

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

Faible substance des modifications dans Harbinson 2

Accès aux marchés

Réductions tarifaires : Dans le cas où le tarif applicable à un produit transformé sera supérieur au tarif applicable au produit sous sa forme primaire, le taux de réduction tarifaire ne sera plus équivalent aux taux pour le produit sous sa forme primaire, mais il lui sera supérieur.

Dans le cas d'application ad valorem, les positions tarifaires ne seront plus fondées sur des équivalents tarifaires calculés en utilisant des prix de référence ou données représentatifs moyens de la période de référence 1999-2001, mais en utilisant une moyenne triennale des prix de références extérieurs sur une période de cinq ans représentative récente et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible.

Dans le cadre du traitement spécial et différencié, les produits stratégiques deviennent les produits spéciaux, et pour tous les tarifs agricoles inférieurs ou égaux à 120 % ad valorem et supérieurs à 20 pour cent ad valorem, le taux de réduction en moyenne simple ne sera plus de 33, mais de 35%, sous réserve d'une réduction minimale qui n'est plus de 23 mais de 25% par ligne tarifaire. Il en est de même pour les tarifs inférieurs ou égaux à 20% ad valorem, les taux passent respectivement de 27 à 25% pour les réductions en moyenne simple et de 17 à 15% pour les réductions minimales en ligne tarifaire. Une autre catégorie de tarifs agricoles inférieurs ou égaux à 60% et supérieurs à 20% a été introduite. Les taux prévus sont de 30% pour les réductions en moyenne simple et de 20% pour les réductions minimales en ligne tarifaire. Le taux de réduction pour les produits spéciaux (anciennement produits stratégiques) restent à 10% pour les réductions en moyenne simple et 5% pour les réductions minimales en ligne tarifaire. La mention du recours pour les pays en développement à une clause de sauvegarde spéciale a disparu de cette partie du nouveau projet.

Dans le cadre des régimes préférentiels, les réductions tarifaires affectant les produits dont l'exportation revêt une importance vitale pour les pays en développement bénéficiaires pourront continuer à être mises en œuvre. Le critère considéré pour bénéficier d'un tel avantage n'est plus le taux de 25% des exportations pour ce produit, mais celui de 20%. En outre, une autre nouveauté est que les Membres accordant ces préférences devront entreprendre des programmes d'assistance technique et d'autres mesures pour appuyer les pays recevant les préférences dans les efforts qu'ils déploient pour diversifier leurs économies et leurs exportations.

Au niveau du volume des contingents tarifaires, la méthode de calcul de la consommation intérieure telle qu'initialement précisée, avec la référence aux méthodes et définitions qui ont été appliquées lorsqu'ont été établis les niveaux de base du cycle d'Uruguay, n'est plus de mise. En outre, une seconde obligation de réduction des tarifs contingentaires est prévue pour les contingents tarifaires dont les taux d'utilisation moyens pendant les trois années les plus récentes pour lesquelles des données sont disponibles ont été inférieurs à 65%.

Là où le premier projet énonce la flexibilité d'appliquer pour les pays en développement un mécanisme de sauvegarde spéciale sur la base de l'article 5 de l'accord sur l'agriculture, le nouveau projet de Harbinson va plus loin en annonçant l'ébauche d'un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale distinct, pour remplir le même rôle de prise en compte des besoins de développement, y compris les considérations en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et de garantie des moyens d'existence. Ce nouveau mécanisme fait actuellement l'objet de travaux techniques et sera inclus au moment opportun dans l'Appendice 2 de la proposition de négociation sur les modalités.

Concurrence à l'exportation

Aucun changement en ce qui concerne les subventions à l'exportation. En ce qui concerne les crédits à l'exportation, l'aide alimentaire et les entreprises commerciales d'Etat exportatrices, il est précisé que les ébauches de réformes annoncées font toutes l'objet, actuellement, de nouvelles consultations techniques

Le traitement spécial et différencié est réaffirmé en ce qui concerne les restrictions et taxes à l'exportation. Leur prohibition n'est pas applicable aux pays en développement qui restent assujettis aux dispositions de l'article 12 de l'accord sur l'agriculture qui pose dans son dernier paragraphe les jalons du traitement particulier.

Soutien interne

En ce qui concerne les amendements ébauchés pour la catégorie verte et le traitement spécial et différencié, seuls des énoncés de changements rédactionnels de pure forme et de nouvelles consultations techniques sont les modifications notables dans le second projet de Harbinson.

En ce qui concerne les amendements de la boîte bleue, les versements prévus au titre de cette catégorie seront plafonnés au niveau notifié le plus récent et consolidés à ce niveau dans les Listes des Membres, et non plus au niveau moyen notifié pour les années de mise en oeuvre 1999-2001 comme initialement prévu.

Quant au traitement spécial et différencié, il est prévu dans le second draft que les versements relevant de la catégorie bleue seront inclus dans le calcul par un Membre de la MGS totale courante à compter de la cinquième année de la période de mise en oeuvre. En outre, la flexibilité de créditer au soutien de minimis autre que par produit pour les pays en développement est précisée. Ce crédit s'entendra du montant de tout soutien par produit négatif à concurrence de l'équivalent de 10% de la valeur totale pour le Membre concerné de la production du produit agricole de base considéré pendant l'année en question.

En ce qui concerne les Pays les Moins Avancés, il leur est vivement recommandé de ne pas contracter des engagements de réduction. Toutefois, ils sont encouragés à envisager de prendre des engagements correspondant à leurs besoins de développement sur une base volontaire, y compris en réponse à des demandes de leurs partenaires commerciaux.

Le scepticisme demeure

Comme pour le premier projet, ce sont les réactions de l'Union Européenne qui sont les plus acerbes. Elle soutient que le projet est déséquilibré dans la mesure où il désavantage les pays développés comme l'UE qui ont mis en place un processus de réforme interne et favorise les pays qui ont accru leur soutien générateur de distorsions des échanges.

"Nous apprécions les efforts de M. Harbinson, mais son nouveau texte ne permet pas de rapprocher les membres de l'OMC", ont estimé les commissaires européens au Commerce Pascal Lamy et à l'Agriculture Franz Fischler. Ils ajoutent : " le deuxième projet de M. Harbinson est largement identique au premier et présente de sévères déséquilibres à l'encontre des pays en développement les plus faibles et restefavorable aux plus gros exportateur de produits agricoles . Cette proposition remet en cause le droit des Etats développés et en développement à conduire des politiques agricoles assurant leur sécurité alimentaire. Elle n'apporte de surcroît aucune réponse concrète et pragmatique aux besoins des pays pauvres.

Pour rappel, L'UE avait accusé le premier projet de M. Harbinson de demander plus de sacrifices à l'UE qu'aux autres grands exportateurs agricoles comme les Etats-Unis ou les pays du Groupe de Cairns (Australie, Canada, Brésil, etc).

Les européens avancent que la précédente proposition du 17 février traduisait déjà un mode de pensée qui tend à réduire l'agriculture à la production et au commerce de biens marchands. Ce nouveau projet n'est pas de nature à infléchir cette position dans la mesure où il n'accorde pas la

place qui leur sied aux considérations autres que d'ordre commercial.

Les prochaines discussions relatives au nouveau projet de Harbinson sont agendées au 25 mars prochain. Lors de cette séance du Comité de l'agriculture, l'on espère encore trouver un accord final sur les modalités conformément au mandat de Doha. A défaut de consensus, et comme la pratique de l'OMC semble le postuler, un autre processus de négociation devra être ouvert selon au autre calendrier. Compte tenu de la profondeur des divergences dans les négociations agricoles et de la staticité du projet de Harbinson, il serait étonnant que les négociations sur les modalités soient bouclées au terme du délai de référence du 31 mars.

Le Conseil Des Services Approuve Les Modalités De Libéralisation Autonome

Après plus de deux années de discussions, la session spéciale du Conseil du Commerce des Services (CCS) a approuvé, le 6 mars, les modalités du traitement de la libéralisation autonome. Le nouvel accord sur les modalités de libéralisation autonome est un signe de dynamisme à un moment où les négociations de l'OMC piétinent dans la plupart des domaines. Selon un observateur, les négociations sur les services opèrent comme moteur Du cycle de négociations de Doha, et le secrétaire général de l'OMC, Supachai Panitchpakdi a déclaré que " cet accord devrait insuffler un nouveau dynamisme non seulement aux négociations sur les services, mais aussi à d'autres domaines de l'Agenda de Doha. " Les pays étaient presque déjà parvenus à un accord sur le sujet, mais avaient à apaiser certaines préoccupations exprimées par la Bulgarie, la Jordanie, la République kirghize et Oman, concernant les nouveaux Membres.

On entend par mesures de libéralisation autonome les mesures prises unilatéralement par les Membres de l'OMC pour libéraliser leur secteur des services, dans le cadre de leurs propres processus nationaux de libéralisation ou des programmes d'ajustement

structurel de la Banque mondiale et du FMI, depuis 1995. Le mandat de négociation sur la libéralisation autonome aux termes de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) était orienté vers la reconnaissance des crédits de négociation (avantages dans les négociations consécutives, aux termes de l'AGCS) pour les efforts fournis au niveau national à cet égard.

Les Etats-Unis ont souligné le fait que les modalités n'affectaient pas les droits et obligations découlant de l'AGCS. En réponse, divers pays en développement, notamment le Pérou, l'Uruguay, le Brésil, la Thaïlande et le Venezuela, ont indiqué que les négociations sur la libéralisation autonome étaient distinctes des autres négociations au titre de l'AGCS. Ils ont souligné le fait que la libéralisation autonome devait être reconnue indépendamment des modalités de crédit, selon l'article XIX de l'AGCS (qui énonce le mandat de négociation des crédits de libéralisation autonome).

Libéralisation autonome : définition et valeur

Les modalités ou lignes directrices récemment approuvées pour l'octroi de crédit de libéralisation autonome (JOB(02)/35/Rev3, pouvant être consulté à <http://docsonline.wto.org>) définissent deux éléments importants : ce qu'est une mesure de libéralisation autonome (MLA) ; et les critères d'évaluation de la valeur d'une mesure de libéralisation autonome. Selon la décision, une MLA est :

- * inscrite dans des listes aux termes de la Partie III (Engagements spécifiques) de l'AGCS et/ou mène à l'annulation d'une exemption en faveur de la nation la plus favorisée (NPF) ;
- * compatible avec le principe de la nation la plus favorisée ;
- * entreprise par le Membre qui libéralise de manière unilatérale depuis les négociations précédentes, conformément à l'article XIX de l'AGCS ; et
- * applicable à n'importe quel secteur des services ou à tous.

Les critères d'évaluation de la valeur d'une mesure de libéralisation autonome peuvent comprendre :

- * la couverture sectorielle ;

- * la nature en terme de libéralisation de la mesure visée (par exemple élimination des mesures qui limitent l'accès aux marchés ; élimination des mesures existantes qui sont incompatibles avec le traitement national et/ou le traitement NPF) ;
- * la date d'entrée en vigueur et la durée de la mesure ;
- * la part du secteur dans le commerce total du partenaire commercial ;
- * la part du partenaire commercial dans le commerce total dans le secteur libéralisé de manière autonome par le Membre qui libéralise ;
- * l'importance et l'impact des mesures de libéralisation autonome sur l'économie du Membre qui libéralise ;
- * le potentiel de marché chez le Membre qui libéralise pour le partenaire commercial ; et
- * les opportunités d'expansion de la participation étrangère dans le secteur après l'introduction de la mesure.

L'octroi de crédit pour des mesures de libéralisation autonome se fera par voie de négociations bilatérales. Selon les propos du président du Conseil des services, l'ambassadeur Jara (Chili), " les modalités ne créent aucune obligation juridique et n'établissent aucun droit automatique au crédit ou à la reconnaissance ". Ceci signifie que les modalités opèrent en tant que cadre prévisible et transparent pour des procédures bilatérales dans la recherche et la consolidation de crédits, avec un certain contrôle politique exercé par le CCS sur leur application générale. Néanmoins, ceci n'implique aucune reconnaissance automatique des crédits de libéralisation autonome. Les Membres qui souhaitent la recherche de crédits auraient à mener des négociations bilatérales et peuvent, s'ils le souhaitent, faire notification de ce processus au CCS. Le type de crédit recherché par un Membre peut prendre la forme : d'une mesure de libéralisation devant être prise par un partenaire commercial dans des secteurs qui intéressent le Membre qui libéralise aux termes de l'AGCS ; de la décision de s'abstenir de poursuivre une demande adressée au Membre qui libéralise ; ou toute autre forme dont le Membre qui libéralise et son partenaire commercial peuvent convenir.

Les nouvelles modalités s'appliquent à tous les Membres de l'OMC. Tout Membre ayant entrepris une libéralisation autonome peut faire une demande de crédit dans les négociations en cours. Dans l'application des modalités et dans la reconnaissance des crédits, les Membres prendront pleinement en compte la flexibilité prévue pour les pays en développement à titre individuel, ainsi que le niveau de développement de ces pays. De nombreux pays en développement considèrent ceci comme une petite avancée vers la reconnaissance des objectifs de l'AGCS, à savoir la participation accrue des pays en développement dans le commerce des services.

Ralentissement du processus de présentation de demandes au CCS - les pays en développement restent actifs

Dans le même temps, la date limite de fin mars prévue pour la présentation de demandes d'engagements spécifiques dans les négociations sur les services approche rapidement (les négociations en cours comprennent une approche de présentation d'offres et de demandes visant à élargir l'accès aux marchés sur une base bilatérale). Début mars, seuls 30 Membres de l'OMC avaient présenté des demandes à d'autres Membres. Selon le chef de la Division des services à l'OMC, il est peu probable que l'OMC voit arriver un nombre significatif de demandes supplémentaires d'ici la date limite. Et ceci pour deux principales raisons. En premier lieu, bien que les négociations sur les services soient les plus avancées, les échecs dans d'autres domaines ayant une importance politique - tels que l'accès aux médicaments essentiels, le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et l'absence de progrès dans les négociations agricoles - ont sapé l'intention de nombreux pays de respecter les délais. En second lieu, de nombreux pays en développement sont occupés à préparer soigneusement leurs demandes, pour tenter d'obtenir des concessions réelles dans cette série de négociations. Dans le Cycle d'Uruguay de négociations antérieures, il n'y avait pas de processus de présentation d'offres et de demandes, mais seulement un processus de présentation d'offres, ce qui rendait difficile, pour les pays en développement, la possibilité d'obtenir,

de leurs homologues, des engagements spécifiques dans les domaines qui les intéressaient.

Les pays en développement ont participé de manière active à la phase actuelle de présentation de demandes. Au moins un tiers de toutes les demandes présentées vient des pays en développement. Selon une source, le Chili, la Chine, la Chine de Hong Kong, l'Inde, les pays du Mercosur, le Mexique, le Panama, le Pakistan et la Thaïlande ont déjà fait leur présentation de demandes. Nombre de ces demandes sont fortement concentrées et axées sur l'obtention de concessions dans des domaines où ces pays ont un avantage compétitif dans le secteur des services. Les demandes des pays en développement mettent fondamentalement l'accent sur quatre aspects :

- * la nécessité de conserver certaines limitations horizontales, notamment les prescriptions en matière de résidence, les limitations et les autorisations en matière de propriété pour les étrangers, la participation minimale et les processus d'octroi de visas ;
- * la nécessité de réduire ou d'éliminer les restrictions dans le domaine des services informatiques et services connexes ;
- * la nécessité d'un traitement particulier du mode quatre (mouvement des personnes physiques) de manière multilatérale et une libéralisation poussée de ce mode ; et
- * la nécessité d'élargir la définition des services professionnels afin d'y inclure le terme " occupations " selon la Classification internationale type des occupations, de l'Organisation internationale du travail (OIT) ;

Même si les négociations sur les services ont été retardées par l'absence de volonté dans d'autres domaines, le nombre, le type de focalisation et les principaux aspects des demandes présentées par les pays en développement montrent l'intérêt accru et le haut niveau de complexité et d'engagement des pays en développement dans les négociations en cours.

NOUVELLES DE L'OMC

Le Conseil Des ADPIC Se Penche Sur Les Questions Liées Au Transfert De Technologies Et Aux Indications Géographiques

Durant sa session régulière du 18-20 février, le Conseil des Aspects de Droits de Propriété Intellectuelle liés au Commerce (ADPIC) a adopté une décision sur le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA), accomplissant de ce fait un des mandats adoptés à la Conférence Ministérielle de Doha. Plus tôt lors de la réunion, les Membres n'ont pas réussi à finaliser les négociations sur les ADPIC et la santé publique. Aucune nouvelle date n'a été fixée pour poursuivre les discussions (voir Passerelles, Vol.2, N°2, http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm).

Pendant la session spéciale du Conseil des ADPIC le 21 février, les Membres ont continué les discussions sur un système multilatéral pour les indications géographiques pour les vins et les spiritueux basés sur une compilation des positions soumise par le Secrétariat. Les Membres sont restés divisés concernant les prochaines étapes des négociations, en particulier sur l'agenda et le projet d'accord du président.

Le Conseil adopte une décision sur le transfert de technologie

Le Conseil a adopté une décision sur "l'application de l'article 66.2 de l'Accord des ADPIC" (IP/C/28), donnant de ce fait suite à un des mandats de Doha concernant la décision sur les questions et préoccupations relatives à l'Application, qui invite les pays Membres à mettre en place un mécanisme pour assurer la surveillance et la pleine application de l'art 66.2. Cet article donne l'ordre aux pays développés " d'inciter les entreprises et institutions dans leurs territoires à promouvoir et encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés (PMA) ".

Plus particulièrement, cette décision oblige les pays développés à soumettre des rapports annuels

sur les mesures prises ou prévues en vertu de leurs engagements selon l'article 66.2. Les rapports fourniront une vue d'ensemble du régime d'incitations mis en place, du type d'incitations et d'agences gouvernementales (etc.) le rendant disponible, des entreprises et d'autres institutions adéquates, ainsi que n'importe quelle information sur le fonctionnement de ces incitations dans la pratique. Le Conseil des ADPIC passera en revue les rapports lors de toutes ses dernières réunions annuelles, en offrant aux Membres l'opportunité de poser des questions et de discuter de l'efficacité des incitations.

Le Conseil des ADPIC a élu l'Ambassadeur Vanu Gopala Menon de Singapour comme nouveau président pour remplacer l'Ambassadeur Eduardo Perez Motta (Mexique). La prochaine session régulière du Conseil aura lieu du 3 au 5 juin.

Scission entre les Membres concernant les indications géographiques

Durant la session spéciale, le Secrétariat a soumis un ensemble des diverses positions sur les indications géographiques, formant la base des discussions suivantes (TN/IP/W/7). Les positions sont restées inchangées. La Commission européenne, la Bulgarie, la Suisse et le Sri Lanka (etc.) préconisent la protection par les Membres des indications géographiques enregistrées dans le système multilatéral. Ils sont partisans de l'enregistrement " volontaire " qui permettrait aux pays de choisir l'enregistrement d'une indication géographique particulière. En revanche, l'Australie, le Canada, le Japon, les USA (etc.) envisagent le système principalement comme base de données. Ils considèrent que la protection des termes enregistrés devrait être " volontaire ".

Les Membres sont restés divisés concernant la manière d'avancer dans les discussions. La Commission européenne et ses sympathisants ont noté que les cinq heures de discussions n'avaient rien produit de neuf, invitant le président de la session spéciale, l'Ambassadeur Eui Yong Chung de la Corée, à préparer et à faire circuler un premier projet d'accord avant la mi-mars.

L'Australie ainsi que ses partisans ont exprimé leur réticence face à cette idée du fait que les positions sont encore bien opposées et qu'il est trop tôt dans le processus pour commencer à discuter d'une première ébauche.

Des Membres ont été mandatés pour finaliser les négociations sur un système multilatéral jusqu'à la prochaine Conférence Ministérielle de l'OMC en septembre. Le président a indiqué qu'il essaierait de faire circuler une première ébauche "bien avant" la prochaine session spéciale les 24 et 25 avril.

Cinquième Conférence Ministérielle De L'OMC A Cancun Au Mexique : Le Processus D'Accréditation Est En Marche

La cinquième Conférence Ministérielle de l'OMC est prévue du 10 au 14 Septembre 2003 à Cancun, au Mexique. Elle se tiendra au Centre des Conférences dont le hall sera accessible à toutes les personnes accréditées, y compris les membres des ONG. Les sessions plénières seront aussi accessibles à toutes les personnes accréditées. Cependant, les premiers et deuxièmes étages où se dérouleront les négociations ne seront ouverts qu'aux personnes dûment habilités (représentants des Etats, personnels du secrétariat de l'OMC). La carte ci-jointe - Carte des lieux de la Conférence - peut permettre de mieux localiser le site.

Il est important de noter que si la Conférence est prévue du 10 au 14, dans le passé, il est arrivé que les travaux soient allés au delà ; ce qui peut perturber les réservations d'hotels et d'avions. Merci d'en tenir compte.

Accréditation des ONG

Le 10 février 2003, les Membres de l'OMC ont adopté les procédures concernant la présentation des demandes d'inscription par les ONG souhaitant assister à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Les demandes des ONG seront acceptées sur la base de l'article V, paragraphe 2, de l'Accord

SUR LE FIL

**UE/ACP : La Ratification, L'Entrée En
Vigueur Et La Mise En Oeuvre De
L'Accord De Cotonou Au Menu Du
Comité Ministériel Commercial ACP**

sur l'OMC, c'est-à-dire que seront admises les ONG "s'occupant de questions en rapport avec celles dont l'OMC traite". Lorsqu'elles présenteront leur demande d'inscription, les ONG fourniront tous les renseignements détaillés nécessaires montrant de quelle manière elles s'occupent de questions en rapport avec celles dont l'OMC traite. Pour tous les détails relatifs aux conditions et aux délais d'inscription, consulter la page web de l'OMC : Inscription des Organisations Non Gouvernementales.

Centre pour les ONG

Les efforts déployés par le Comité d'organisation et le Secrétariat de l'OMC pour loger les ONG à proximité du Centre de la Conférence Ministérielle n'étant pas couronnés de succès, le Centre des ONG sera finalement localisé à 15-20 minutes de marche du Centre de Conférence, à l'Hotel Sierra. Une navette continue d'autobus sera mise en place entre les deux endroits. Des salles de réunions, des services de photocopie, de fax, de téléphone et toutes les autres facilités informatiques seront mis à la disposition des ONG. Une grande salle de conférences d'une capacité de 400 à 500 personnes sera disponible pour les briefings des ONG à l'Hotel Fiesta Americana, juste à côté du Centre des Conférences.

Comité d'organisation

Le Comité d'Organisation de la Conférence Ministérielle a mis en place un site internet (Site Internet du Comité d'Organisation) pour fournir toutes les informations pratiques. Mais, pour le moment, il n'est disponible qu'en Espagnol. Les versions française et anglaise seront bientôt en ligne.

Le Comité ministériel commercial ACP s'est réuni à Castries, Ste Lucie, les 27 et 28 février. Le mandat du Comité ministériel commercial est d'assurer le suivi des négociations des APE et à l'OMC et celui de l'application des dispositions commerciales de Cotonou.

Le blues des ACP quant à l'évolution du système commercial multilatéral

L'analyse faite par les ACP à la suite de cette réunion avec la partie européenne, la première au niveau ministériel depuis l'ouverture des négociations le 27 septembre 2002 fait ressortir les points suivants.

Le retard enregistré dans les négociations des Accords de Partenariat économique ACP-UE, les divergences persistantes entre les points de vues des deux parties sur les objectifs et le contenu des APE font douter certains de l'opportunité du lancement en septembre prochain de la deuxième phase de négociation, celle au niveau des régions ACP. Le Groupe et les différentes régions qui le constituent auront à faire un réexamen de l'avancement des négociations avant cette échéance.

Les appréhensions des ACP sont d'autant plus importantes que les préférences dont bénéficie le Groupe dans ses relations commerciales avec l'Union européenne sont fragilisées par les attaques successives qu'elles subissent de parties tierces auxquelles l'Union européenne ne semble pas disposée à résister. Les attaques contre le Protocole sucre de l'Accord Cotonou et contre les préférences dont bénéficient les ACP sur le marché du thon de l'UE en sont témoins.

Le Groupe ACP veut que la question du développement retrouve la place qu'elle mérite dans l'agenda international et il va tout faire pour qu'il en soit ainsi. Le renforcement de la concertation ACP-UE, au niveau politique, sera dans ce contexte plus que nécessaire.

Ratification, entrée en vigueur et mise en œuvre de l'Accord de Cotonou

A l'occasion d'une brève cérémonie, qui s'est déroulée le 27 février 2003 à la Maison ACP, le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne a déposé, au nom de la Communauté, les instruments de ratification de l'Accord de Partenariat entre les membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part.

Il est rappelé que, pour pouvoir entrer en vigueur, l'Accord de Partenariat ACP-CE, signé à Cotonou le 23 juin 2000, et conclu pour une durée de 20 ans, devait être ratifié par les deux tiers des Etats ACP (52 sur 77), les 15 Etats membres de l'Union européenne et la Communauté.

La plupart des dispositions de cet Accord sont déjà d'application en vertu d'une décision du Conseil des Ministres ACP-CE.

L'Accord de Cotonou offre une vision globale et intégrée des stratégies de développement fondées sur les trois piliers interdépendants que sont le dialogue politique, la coopération économique et commerciale et l'aide au développement. Il fonde les nouvelles relations de partenariat entre l'Union et les Etats ACP sur le concept fondamental d'appropriation par les Etats ACP de leur stratégie de développement. Il fixe comme objectifs fondamentaux du partenariat la réduction de la pauvreté et l'insertion des économies ACP dans l'économie mondiale.

Le premier protocole financier de l'Accord de Cotonou, couvrant une période de 5 ans à partir de mars 2000 est dotée de 13,5 milliards d'euros dont 1,3 pour l'enveloppe régionale et 2,2 pour la nouvelle facilité d'investissement.

Au plan commercial les négociations en vue de nouveaux Accords de partenariat entre la Communauté et des régions et Etats ACP ont été lancées le 27 septembre 2002. Suite à l'achèvement du procédure de ratification par les deux parties, l'Accord de Cotonou entrera en vigueur le 1er avril 2003.

Sources : <http://www.acpsec.org>

La France Prend Position Pour Une Elimination Des Subventions A L'Exportation Et Une Meilleure Intégration De l'Afrique Au Système Commercial Multilatéral

Lors de la 22^{ème} Conférence des chefs d'Etats d'Afrique et de France, tenue à Paris du 19 au 21 février 2003, le Président de la République française a fait un vrai réquisitoire pour l'élimination des subventions agricoles des pays de l'OCDE, et par delà, garantir un soutien à l'agriculture africaine.

Partant de l'importance du développement agricole dans la garantie d'une sécurité alimentaire à long terme, le président Chirac évoque la nécessité de combiner la construction d'agricultures vivrières solides et les cultures d'exportation. De ce point de vue, l'Europe a un rôle de soutien à jouer. Elle a la politique d'importation agricole la plus ouverte et la plus favorable à l'Afrique, et singulièrement à l'Afrique sub-Saharienne. Aucun autre partenaire n'a pu proposer aux PMA un régime aussi généreux. Pour lui, il n'y a pas de concurrence agricole entre les deux régions, il y a une complémentarité.

Dans le cadre de la mise en œuvre du cycle de Doha pour le développement, le président Chirac définit trois grandes orientations qui vont au-delà des actions d'appui techniques qui sont toujours indispensables et ont besoin d'être renforcées : mieux gérer les politiques d'aide et d'exportations agricoles des pays développés; défendre pour l'Afrique un traitement commercial privilégié et essayer de résoudre la question des matières

premières et des produits de base qui sont essentielles pour le développement.

Les soutiens à l'exportation

Conformément aux engagements pris à Doha, le président Chirac s'engage, sous la bannière de la France, de l'Union Européenne et du G8, à ouvrir des négociations avec " générosité et un souci particulier de l'Afrique ". L'objectif déclaré est d'arriver à l'élimination de ce qui crée en Afrique de l'instabilité et de la précarité pour les producteurs agricoles les plus modestes dont les filières vivrières locales constituent la première source d'approvisionnement pour les populations. C'est connu, ces filières sont souvent destabilisées par des entrées trop brutales et massives de produits importés à bas prix.

Plus spécifiquement, la France propose un moratoire décidé par tous les pays développés sur les aides aux exportations agricoles destabilisantes à destination de l'Afrique pendant la durée des négociations à l'OMC. L'Union Européenne porterait cette proposition à ses partenaires. Ce moratoire s'appliquerait aussi à l'aide alimentaire utilisée à des fins commerciales ainsi qu'aux crédits privilégiés à l'exportation.

Défendre un traitement commercial spécial et privilégié pour l'Afrique

Il est nécessaire de défendre à l'OMC le traitement préférentiel de l'Afrique et lui assurer un accès privilégié et pérenne aux marchés des pays industrialisés. Pour cela, il faudra faire fonctionner le système de préférences, le simplifier et le consolider. Dans ce registre, la proposition du président Chirac consiste en la création par les pays développés, pour chaque pays d'Afrique, d'un régime commun et unique, par alignement sur le régime le plus favorable. C'est un principe simple: chacun des pays africains devra se voir garantir le même accès, selon les mêmes règles, par tous les pays développés. Ces derniers s'aligneront dans chaque cas sur la situation la plus favorable aux pays africains. Et il faudrait que ces régimes soient durables pour attirer les investissements privés qui

sont indispensables pour le développement du continent.

Attaquer la question du prix des matières premières

Pour l'Afrique, l'enjeu est considérable. Dix sept pays d'Afrique sub-saharienne dépendent des produits de base, hors pétrole, pour plus de 75% de leurs exportations.

Le coton, le café, le cacao assurent le revenu et la survie de millions de producteurs et de travailleurs agricoles, qui sont parmi les plus pauvres du monde et les moins protégés. Pour les pays africains, la baisse du prix des matières premières représente, depuis trente ans, une perte égale à la moitié de l'aide au développement.

Ces difficultés sont parfois aggravées par les politiques des pays industrialisés. On peut donner l'exemple particulier au coton, qui fait vivre plus de 15 millions de personnes en Afrique du Centre et de l'Ouest. Les prix mondiaux sont, en permanence, déprimés par des subventions de plusieurs milliards de dollars dont bénéficient quelques dizaines de milliers de producteurs.

Le président Chirac note que sur le sujet des matières premières, il existe une sorte de conspiration du silence et se propose de proposer aux Membres G8 et aux institutions internationales qui travaillent sur ce sujet de rouvrir ce chantier. Plusieurs pistes méritent d'être explorées: améliorer les facilités des institutions financières internationales dans leurs modalités de mise en oeuvre comme dans leur montant et veiller à nuancer les politiques de libéralisation commerciale systématique vers lesquelles sont trop vite poussés les pays africains; adapter le traitement de la dette des pays pauvres en fonction de l'évolution des cours des matières premières; et étudier le recours à des mécanismes d'assurance pour absorber la volatilité des prix.

Pour mener ce programme ambitieux en faveur de l'Afrique à bien, le président Chirac voudrait s'appuyer sur le réseau d'ONG les plus présentes sur le terrain, pour voir comment soutenir leurs efforts pour un commerce plus équitable, fondé sur

la juste rémunération du producteur, pour le café, le coton et le cacao notamment. Il voudrait que la réalisation de ce programme soit articulée autour de l'axe Paris (Conférence des chefs d'Etat de France et d'Afrique) - Evian (Sommet du G8 en juin) - Cancun (Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun en septembre).

Sources : <http://www.agriculture.gouv.fr>

Développement Durable: Les Pays De La CENSAD S'Attaquent A La Désertification Pour Une Régénérescence De L'Agriculture Des Pays De La Sous-région

Avec 18 pays membres, 12 millions de km² et 350 millions d'habitants, la communauté des Etats sahélo-sahéliens (CENSAD) a de réels atouts pour favoriser des avancées concrètes et durables de l'intégration africaine.

Lors de la cinquième session de la conférence des leaders et chefs d'Etats de cette communauté qui s'est tenue à Niamey, au Niger le 14 mars, la conviction était forte et l'intention unanime d'atteindre les objectifs de développement et de paix, mais aussi d'efficacité économique et de développement durable.

Cependant, l'insuffisance des infrastructures est un frein et un obstacle qui contrarient le désir légitime d'assurer la libre circulation des personnes et l'expansion des échanges commerciaux. En outre, dans la perspective de régénérescence de l'agriculture des pays de la sous-région, cette communauté a manifesté l'impérieuse nécessité de combattre un obstacle naturel commun : le désert

Proposition de mise en place d'une haute autorité du désert

S'entretenant avec la presse après la réunion du CENSAD, le président Wade du Sénégal est largement revenu sur les propositions qu'il a faites à ses pairs. " Il faut bien qu'une génération s'attaque à ce désert qui porte progressivement

beaucoup de préjudices à l'Afrique ", a indiqué le président Wade qui ajoute qu'un tel défi doit être relevé quelle que soit la durée du combat à mener. Ce défi, Abdoulaye Wade a proposé à ses pairs de la communauté des États du Sahel et du Sahara, de le relever par la mise en place d'une " haute autorité du désert ". Celle-ci va gérer un espace " constitué de chaque partie désertique des pays, et aura comme mission d'étudier exhaustivement ce qu'il y a, en termes de ressources pour pouvoir procéder à leur exploitation ".

Du désert, il y en a dans plusieurs pays membres de la Cen-Sad. Le rentabiliser au bénéfice des populations peut donc être une grande avancée. Déjà, dans son discours prononcé à l'ouverture de la réunion, le président Mamadou Tandja, président de la République du Niger a d'ailleurs, fortement fait allusion à la nécessité pour les Etats membres de maîtriser les données climatiques notamment dans la perspective de l'accroissement de leurs capacités d'irrigation et des superficies de terres cultivables. Cela est, en effet, une " impérieuse nécessité " quand on sait que nos pays doivent assurer la sécurité alimentaire aux populations. Or, il se trouve que les pays de la Cen-Sad sont essentiellement du Sahara et du Sahel. Donc deux régions où, il faut le dire, le climat est assez capricieux. D'où l'urgence de maîtriser totalement les données climatiques.

Sources : allafrica.com, lesoleil.sn

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements

A l'OMC

20 Mars Séminaire sur un programme de renforcement des capacités de formation au commerce

20 Mars Comité sur les obstacles techniques au commerce

21 Mars Comité du Budget, Finance et Administration

21 Mars Négociations du groupe sur les règles - Accords commerciaux régionaux

24 - 26 Mars Session special du Comité de l'Agriculture

26 Mars Comité de l'accès aux marchés

27 Mars Comité de l'agriculture

28 Mars Session spécial du Comité de l'agriculture

31 Mars Session special du Comité de l'agriculture

2 - 3 Avril Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

2 Avril Examen de la politique commerciale du Burundi

3 - 4 Avril Comité des accords commerciaux régionaux

3 - 4 Comité des mesures d'investissement liées au commerce

4 Avril Comité des négociations commerciales

4 Avril Examen de la politique commerciale du Burundi

10 - 11 Avril Session spéciale de l'Organe de Règlement des Différends

14 - 16 Avril Groupe de négociations sur l'accès aux marchés

15 Avril Organe de Règlement des Différends

Evènement d'ailleurs

20 March, Geneva, Switzerland: MASTER CLASS AND WORKSHOP ON CSR AND LABOUR. Organised by HCInternational. Contact: Jawahir Adam; tel: (41 22) 734-0308; email: jadam@mhcinternational.com ; Internet: <http://www.mhcinternational.com/>

20-21 March, Geneva, Switzerland: DEVELOPMENTS IN WTO LAW. organised by the International Bar Association, will cover current WTO activities, focusing in particular on issues relating to the Doha round and dispute

settlement. For further information on the conference, visit:

<http://www.ibanet.org/general/ConferenceOverview.asp?ID=655&Section=&Committee=>.

24-26 March, Kathmandu, Nepal: REGIONAL SEMINAR ON POLICIES FOR THE PROTECTION OF FARMERS' RIGHTS IN MOUNTAIN REGIONS. For further information please contact Mr. Dhrubesh Chandra Regmi, SAWTEE, P.O. Box 19366, 341 Alok Madhya Marg, Min Bhawan, Kathmandu, Nepal. Tel 977-1-482217; fax: 9771-430608; email: dhrubesh@hqsawtee.wlink.com.np, or visit: <http://www.sawtee.org/forthcoming.html>.

24-28 March, Mexico City, Mexico: TRADE AND ENVIRONMENT IN THE AMERICAS 2003. <http://www.cec.org/symposium/index.cfm?varlan=english>.

27-28 March, Louvain-la-Neuve, Belgium: WORKSHOP ON SUSTAINABILITY IMPACT ASSESSMENT AND TRADE LIBERALISATION. For more information, please visit: <http://www.agro-montpellier.fr/sustra/>.

27 - 28 March, Montreal, Canada: BEYOND FREE TRADE: STRENGTHENING NORTH AMERICA. For further information, contact: tel: (514) 844-8030; email: info@fina-nafi.org ; Internet: www.fina-nafi.org.

27-29 March, New York, US: THE APPEL CONFERENCE 2003 - REGULATION OF FOREIGN DIRECT INVESTMENT. For further information please contact Ms. Lenge Hong at tel: +1-212-854-1366; fax: +1-212-854-7946.

28 March to 5 April, Oxford, England: GLOBAL CIVIL SOCIETY - EXPECTATIONS, CAPACITIES AND THE ACCOUNTABILITY OF INTERNATIONAL NGOS. For further information, visit: <http://www.21stCenturyTrust.org>

28 Mars - 09 Avril 2003 New York, 11ème session de la Commission ONU du Développement

Durable, Suivi du Sommet Mondial sur le Développement Durable

29-30 mars Réunion des Membre ACP de l'Assemblée parlementaire conjointe - Brazaville, Congo

30 mars - 5ème session de l'Assemblée parlementaire conjointe

31 March to 3 April, Marrakech, Morocco: EXPERT MEETING ON SUSTAINABLE CONSUMPTION AND PRODUCTION. For further information, contact Ralph Chipman, UN Division for Sustainable Development; tel: +1-212-963-5504

Avril 2ème session de négociations ministérielles ACP-UE sur les APE - date à fixer

4 avril ACP-UE - Brazaville, Congo

3-4 April, Brussels, Belgium: FIFTH BLUEPRINT WORKSHOP: "FORESIGHT AND INTEGRATION OF ENVIRONMENTAL AND INNOVATION POLICY". For further information, see: http://www.blueprint-network.net/pdf/atticonveg/5th_WS_programme.pdf.

4-6 April, Durham, North Carolina: INTERNATIONAL PUBLIC GOODS AND TRANSFER OF TECHNOLOGY AFTER TRIPS. For more information on the conference, please visit: <http://www.law.duke.edu/trips/index.html>.

7 - 8 April, Chatham House, London: TRADE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT PRIORITIES POST-DOHA. Organised by the International Institute for Sustainable Development and the Royal Institute of International Affairs. For further information, contact: Sam Usiskin; tel: (44 20) 7957-5711; email: sam.usiskin@riia.org.

07 - 11 Avril 2003 Rome, 5ème session de la Commission d'interimaire sur les mesures phytosanitaires ; Convention internationale de protection des végétaux

8-10 April, Manila, the Philippines: SOUTH EAST ASIA FORUM ON GHG MARKET MECHANISMS AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT. For further information, see: <http://www.ieta.org>.

11 avril Comité des Ambassadeurs ACP-CE

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En Français

ENDA Tiers Monde, ICTSD, Solagral, **COMMERCE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE VUS D'AFRIQUE.**

Documents présentés au dialogue régional de Dakar, 30 & 31 juillet 2002.

Cet ouvrage de référence (260 pages) rassemble une collection unique d'analyse et de points de vue sur la question brûlante des droits de propriété intellectuelle (DPI). Il s'efforce de contribuer à la recherche d'un équilibre entre les intérêts privés des innovateurs et investisseurs à qui les DPI confèrent un droit de monopole limité et ceux de la société au sens large, en donnant la parole à un continent particulièrement concerné par l'avenir des DPI, que ce soit en matière de sécurité alimentaire, de santé publique ou d'éducation : l'Afrique. Ici, les auteurs sont fonctionnaires gouvernementaux, négociateurs à l'OMC, universitaires ou acteurs de la société civile. Ils apportent tous une perspective qui leur est propre et qui reflète la diversité et la richesse du débat en Afrique de l'Ouest et du Centre. Pourtant, le souci de diffuser largement ces analyses et opinions, va

au-delà d'une contribution purement académique. Il répond à la nécessité de créer au plus vite, en Afrique, une masse critique d'acteurs suffisamment bien informés pour définir leurs propres intérêts en matière de DPI et de développement durable et de les défendre tant au niveau régional qu'international. Vous pouvez le télécharger à l'adresse : http://www.ictsd.org/pubs/ictsd_series/iprs/dakar/dakar.htm

SOLAGRAL: COTONOU, OMC: ENJEUX AGRICOLES POUR LES PAYS ACP, document pédagogique, novembre 2002.

Depuis janvier 2000, les pays ACP sont engagés dans de nouvelles négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ces négociations étaient prévues par l'Accord de l'OMC signé à Marrakech en 1994. Parallèlement, les pays ACP sont également engagés avec l'Union européenne dans des négociations d'une importance cruciale pour leur avenir. Prévues par l'Accord de Cotonou signé en juin 2000, ces négociations, débutées en septembre 2002, prévoient une refonte complète des relations commerciales entre l'UE et les pays ACP avec la mise en place d'accords de libre-échange (ou accords de partenariat économique, APE) entre l'UE d'une part et les pays ACP regroupés en blocs régionaux d'autre part. L'enjeu principal pour les pays ACP est l'introduction de la réciprocité et la différenciation faite pour la première fois entre les pays ACP (PMA/non PMA, blocs régionaux/pays isolés).

Les forêts africaines: une vision pour 2020 , FAO, Rome, 2003, 96 p., bilingue (En/Fr)

L'étude prospective du secteur forestier en Afrique (FOSA), recommandée par la Commission des forêts et de la faune sauvages pour l'Afrique et la Commission des forêts pour le Proche-Orient, fait partie de la série d'études prospectives régionales entreprises par la FAO, en partenariat avec les pays et institutions de la région concernés par la foresterie. Le présent rapport succinct est une synthèse des constatations clés du rapport régional et des rapports sous-régionaux.

Etude prospective du secteur forestier en Afrique. Rapport régional - opportunités et défis à l'horizon 2020 , FAO, Rome, 2002, 94 p.

Ce rapport régional de l'Etude prospective du secteur forestier en Afrique fournit une vue d'ensemble des possibilités offertes et des défis à relever pour renforcer la contribution du secteur forestier au développement durable de l'Afrique, dans le contexte des changements politiques et institutionnels, démographiques, économiques, technologiques et environnementaux. Sur la base d'un examen de l'impact des facteurs de changement et des scénarios probables, il donne une indication de ce qui pourrait arriver d'ici à 2020, si les tendances actuelles persistent. Les priorités et les stratégies permettant de renforcer la contribution du secteur forestier au bien-être social sont également étudiées.

Promotion de l'aquaculture commerciale durable en Afrique subsaharienne. Volume 2: Investissement et faisabilité économique, FAO, Rome, 2003

Cette partie du rapport apporte un éclairage particulier sur un des obstacles majeurs au développement de l'aquaculture commerciale dans les pays d'Afrique subsaharienne, et qui est la difficulté des entrepreneurs à accéder aux capitaux. Le problème semble venir, en partie, du manque de garanties, des taux d'intérêts de remboursement d'emprunts trop élevés, de l'idée des banquiers que l'aquaculture est risquée, et du manque de connaissance des éleveurs des modalités d'accès aux institutions financières allouant des prêts. Le problème est aggravé par le manque de connaissance des prêteurs des entreprises aquacoles qui réussissent dans la région. Le présent rapport propose un certain nombre de politiques et stratégies nécessaires pour affronter ces problèmes.

En Anglais

World agriculture: towards 2015/2030. An FAO perspective

Co-published with Earthscan, UK and USA. Available through the FAO Bookshop in Rome and through the FAO Website. Also available from

Earthscan at www.earthscan.co.uk Email: earthinfo@earthscan.co.uk

This report is FAO's latest assessment of the long-term outlook for the world's food supplies, nutrition and agriculture. It presents the projections and the main messages. The projections cover supply and demand for the major agricultural commodities and sectors, including fisheries and forestry. This analysis forms the basis for a more detailed examination of other factors, such as nutrition and undernourishment, and the implications for international trade. The report also investigates the implications of future supply and demand for the natural resource base and discusses how technology can contribute to more sustainable development. One of the report's main findings is that, if no corrective action is taken, the target set by the World Food Summit in 1996 (that of halving the number of undernourished people by 2015) is not going to be met. Nothing short of a massive effort at improving the overall development performance will free the developing world of its most pressing food insecurity problems.

Agyeman, J., Bullard, R.D. and Evans, B. February 2003. **Just Sustainabilities: Development in an Unequal World**. MIT Press. Cambridge, Mass.

Azaba, Hussein and Baranzini, Andrea. November 2002. **Implementing Sustainable Development**. UNEP/Edward Elgar Publishing. Cheltenham.

Browne, Stephen (ed.). 2002. **Developing Capacity through Technical Co-operation: Country Experiences**. UNDP/Earthscan. London

Fisher, William and Ponniah, Thomas (eds.). March 2003. **Another World Is Possible - Popular Alternatives to Globalisation at the World Social Forum**. Zed Books. London

International Food and Agriculture Trade Policy Council. January 2003. IPC Recommendations for the Agricultural Modalities for the Doha Round. IPC. Washington

OECD. 2002. **Genetic Inventions, Intellectual Property Rights and Licensing Practices: Evidence and Policies**. OECD. Paris

Oldfield, Sara (ed.). February 2003. **The Trade in Wildlife - Regulation for Conservation**. Earthscan. London.

Özden, Çağlar and Reinhard, Erich. November 2002. **The Perversity of Preferences: GSP and Developing Country Trade Policies, 1976-2000**. World Bank. Washington

Polaski, Sandra. 2003. **Trade and Labor Standards: A strategy for developing countries**. Carnegie Endowment. Washington

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : **Cheikh Tidiane DIEYE** et **El Hadji Abdourahmane DIOUF**

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)